<p>RESOLUTION N° AGN/61/RES/9</p> <p><u>OBJET</u> :</p> <p>Coopération en matière de lutte contre les infractions économiques graves ou les infractions ayant des conséquences financières importantes, qui constituent une source de préoccupation majeure pour la communauté policière internationale</p>	<p>CLASSEMENT DE CETTE RESOLUTION :</p> <p>1 exemplaire dans le CLASSEMENT CHRONOLOGIQUE à l'année 1992</p> <p>1 exemplaire dans le CLASSEMENT MATIERE</p> <p>dans la rubrique : Infractions économiques – Criminalité des affaires – Fraudes et infractions fiscales</p> <p>à la sous-rubrique : Résolutions à portée générale</p>
---	---

TEXTE DE LA RESOLUTION

L'Assemblée générale de l'O.I.P.C.-Interpol, réunie en sa 61^{ème} session, à Dakar, du 4 au 10 novembre 1992,

AYANT PRESENTE A L'ESPRIT la résolution AGN/60/RES/4 adoptée par l'Assemblée générale de l'O.I.P.C.-Interpol en sa 60^{ème} session (Punta del Este, 1991), qui recommandait la préparation d'une résolution reflétant plus précisément les préoccupations exprimées lors de cette session,

CONVAINCUE que le fait de déterminer des priorités dans le domaine des infractions économiques qui constituent une source de préoccupation pour l'ensemble de la communauté internationale et d'encourager la coopération internationale afin de lutter contre les infractions placées sur la liste des priorités permettra une utilisation plus efficace des moyens limités à la disposition de la police,

NOTANT que la communauté internationale a déjà décidé que certaines infractions économiques, telles que le blanchiment de fonds, constituent un problème grave qui sera traité de façon plus efficace par des initiatives multilatérales,

RECOMMANDE qu'une action soit menée en priorité contre les infractions économiques ci-après, qui constituent une source de préoccupation majeure pour la communauté policière internationale : blanchiment de fonds, criminalité de l'environnement, escroquerie aux avances d'honoraires, escroquerie aux valeurs, activités frauduleuses dont les victimes sont les gouvernements des pays en développement ;

RECOMMANDE EN OUTRE QUE, dans le but de lutter contre les infractions économiques graves et de protéger les économies des pays membres, Interpol prie instamment ces derniers d'adopter ou de renforcer les législations et les réglementations nationales en la matière ;

RECOMMANDE ENFIN qu'Interpol attire l'attention des pays membres sur les problèmes causés par les infractions économiques mentionnées ci-dessus, qui constituent une source de préoccupation majeure pour la communauté policière internationale, leur demande d'appliquer les législations nationales et de recueillir, analyser et communiquer des renseignements afin de faciliter les enquêtes sur ces infractions et la poursuite de leurs auteurs, et les encourage à échanger, dans toute la mesure du possible, ces renseignements entre eux et avec le Secrétariat général.